

2. Compte de résultat consolidé

Compte de résultat Consolidé				
En EUR		31/12/2022	31/12/2021	
Ventes de marchandises				
Production vendue		190 616 417	83 542 515	
Chiffre d'affaires		190 616 417	83 542 515	
Subventions d'exploitation			3 151 747	
Reprises sur provisions		178 380	223 756	
Autres produits		449 179	84 324	
Produits d'exploitation		627 559	3 459 827	
Achats et variations de stocks				
Autres achats et charges externes		177 728 126	81 345 002	
Impôts et taxes		254 902	129 212	
Charges de personnel		7 389 896	4 263 043	
Dotations aux amortissements des immobilisations		164 201	150 972	
Dotations aux provisions pour risques et charges		515 024	63 251	
Dotations aux provisions sur actifs circulants		395 940	94 332	
Autres charges d'exploitation		275 203	29 824	
Charges d'exploitation		186 723 292	86 075 636	
Résultat d'exploitation		4 520 684	926 706	
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers		6 347	3 072	
Charges financières		35 824	23 910	
Résultat financier		-29 477	-20 838	
Résultat courant avant impôt		4 491 207	905 868	
Produits exceptionnels		3 536	14 106	
Charges exceptionnelles		65 997	76 691	
Résultat exceptionnel		-62 461	-62 585	
Impôt sur le résultat		1 174 037	-118 882	
Résultat des sociétés intégrées		3 254 709	962 165	
Résultat des sociétés mises en équivalence				
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		175 436	175 436	
Résultat d'ensemble consolidé		3 079 273	786 729	
Résultat groupe		3 079 273	786 729	
Résultat hors-groupe				
Résultat par action		32.37047	8.27039	
Résultat dilué par action		32.37047	8.27039	

5 STRATEGIES

Société par actions simplifiée au capital de 951.260 euros
Siège social : 22/24, rue du Président Wilson – 92300 Levallois-Perret
493 094 445 RCS Nanterre

(la « Société »)

RAPPORT DE GESTION **SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

Chers Associés,

Le soussigné, Mohamed Abderraouf Benslimane, Président et associé de la Société, a, conformément aux dispositions de l'article L. 227-9 alinéa 3 du Code de commerce, et aux fins de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, établi le présent rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé et sur les comptes consolidés.

Les co-commissaires aux comptes vous donneront lecture de leur rapport sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 et de leur rapport sur les comptes consolidés et feront, le cas échéant, toutes observations et tous commentaires sur les comptes et bilan, opérations et conventions soumises ce jour à votre approbation.

Le présent rapport, le bilan, son annexe et le compte de résultat arrêtés au 31 décembre 2022 et les comptes consolidés, ainsi que le texte des décisions proposées, vous ont été adressés ou ont été tenus à votre disposition au siège social de la Société dans les conditions et délais légaux.

1. Situation et activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Au cours de l'exercice, la Société a réalisé un chiffre d'affaires net de 1.134.022 euros et un bénéfice de 49.806 euros.

La Société, à travers sa filiale, a donc recueilli les fruits des efforts faits pendant la période de pandémie, en renforçant ses partenariats sur les axes stratégiques et en développant de nouvelles destinations d'avenir, tout en faisant évoluer son modèle économique de façon à mieux répondre aux attentes du marché.

2. Evénements intervenus depuis la clôture de l'exercice

En date du 11 avril 2023, Monsieur Raouf Benslimane a cédé à Samia Benslimane 33 actions de la Société, chacun des associés disposant alors de 47.563 actions de la Société.

Le même jour, les associés ont décidé, par voie de décisions unanimes, de modifier les statuts de la Société afin de supprimer la procédure d'agrément prévue à l'article 12 de ceux-ci. Ledit article prévoit désormais que les cessions et les transmissions d'actions, et plus généralement de toutes autres valeurs mobilières donnant accès directement ou à terme au capital et aux droits de vote de la Société, entre associés et/ou à un tiers de la Société sont libres.



3. Activités en matière de recherche et de développement

En application des dispositions de l'article L. 232-1 du Code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a mené aucune activité de recherche et de développement.

4. Filiales et participations

La Société n'a cédé ni acquis aucune filiale ni aucune participation dans le capital d'autres sociétés au cours de l'exercice.

5. Evolution prévisible de la situation de la Société et perspectives d'avenir

Au cours du prochain exercice, la Société poursuivra son activité. L'objectif principal pour l'exercice en cours est l'augmentation du chiffre d'affaires de la Société.

6. Résultats économiques et financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, les résultats ressortent ainsi :

	31 décembre 2021 (en euros)	31 décembre 2022 (en euros)
Chiffre d'affaires	902.326	1.134.022
Produits d'exploitation	904.409	1.139.048
Charges d'exploitation	712.333	1.061.407
Résultat d'exploitation	192.076	77.642
Salaires et traitements	402.466	636.310
Charges sociales	158.597	246.579
Effectif moyen salarié	4	4
Résultat financier	0	0
Produits financiers	0	0
Charges financières	0	0
Résultat courant avant IS	192.076	77.642
Résultat exceptionnel	0	(20.666)
Impôt sur les bénéfices	0	7.169
Bénéfice net comptable	192.076	49.806
Total du bilan	4.271.002	4.842.311

L'exercice clos le 31 décembre 2022 se traduit en conséquence par un bénéfice de 49.806 euros.

Rbs

7. Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Aucun changement n'est intervenu dans les règles et méthodes d'établissement des comptes annuels par rapport à l'exercice précédent.

Vos co-commissaires aux comptes relatent dans leur rapport sur les comptes annuels l'accomplissement de leur mission.

8. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice, s'élevant à 49.806 euros, en totalité au compte « Autre réserves ». Ledit compte s'élèverait, après affectation, à 3.031.601 euros.

Compte-tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'élèveraient à la somme de 4.134.008 euros.

9. Rappel des dividendes distribués

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il a été distribué les dividendes suivants au titre des trois derniers exercices :

EXERCICES	DIVIDENDES	FRACTION ELIGIBLE A L'ABATTEMENT
31/12/2019	430.000 €	430 000 €
31/12/2020	0 €	0 €
31/12/2021	0 €	0 €

10. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous demandons de prendre acte qu'aucune dépense ni charge visée à l'article 39-4 dudit code, n'a été engagée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

11. Tableaux des résultats des cinq derniers exercices du groupe et de la Société

Au présent rapport est joint, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, les tableaux faisant apparaître les résultats des cinq derniers exercices du groupe et de la Société.

Rb>

12. Comptes consolidés

Pour la huitième année, la Société a établi avec sa filiale, Thalasso n°1, des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux dispositions de l'article L. 233-16 du Code de commerce, et selon les méthodes prévues à l'article L. 233-18 du Code de commerce.

Ces comptes consolidés, que nous soumettons à votre approbation, font ressortir un chiffre d'affaires consolidé de 190.616.417 euros et un bénéfice consolidé de 3.079.273 euros.

Vos co-commissaires aux comptes vous font part, dans leur rapport, de leurs appréciations sur ces comptes consolidés.

13. Répartition du capital social

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code du commerce relatives aux participations détenues dans les sociétés par actions, nous vous indiquons que le capital de la Société est détenu comme suit depuis le 11 avril 2023 :

- **Raouf Benslimane** : 47.563 actions ;
- **Samia Benslimane** : 47.563 actions.

TOTAL : 95.126 actions

14. Conventions visées aux articles L. 227-10 et suivants du Code de commerce

Nous vous demanderons, conformément à l'article L. 227-10 du Code de commerce, d'approuver les conclusions du rapport établi par vos co-commissaires aux comptes.

Rb3

15. Information sur les délais de paiement

Nous vous informons, conformément aux dispositions de l'article L. 441-14 al. 1 du Code de commerce que les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients sont les suivants :

	Article D. 441 I, 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées	NON APPLICABLE				7
Montant total des factures concernées TTC	420 €	420 €	420 €	7 056 €	8 316 €
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	0.24%	0.24%	0.24%	4.06%	4.79%
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice	NON APPLICABLE				

(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées	
Nombre de factures exclues	Néant
Montant total des factures exclues (Préciser HT ou TTC)	Néant
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 441-3 du Code de commerce)	
Délai de paiement utilisé pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours Délais légaux 60 jours

Rb3

	Article D. 441 I, 2° du Code de commerce: Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées	NON APPLICABLE				1
Montant total des factures concernées TTC	Néant	Néant	Néant	12 592 €	12 592 €
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	NON APPLICABLE				
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice	Néant	Néant	Néant	0.93%	0.93%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées					
Nombre de factures exclues	Néant				
Montant total des factures exclues (Préciser HT ou TTC)	Néant				
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-10 ou article L 441-11 du Code de commerce)					
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours Délais légaux : 60 jours				

Pbs

16. Situation des mandats des dirigeants et des commissaires aux comptes

Nous vous précisons que les mandats du Président, du Directeur Général et des co-commissaires aux comptes ne sont pas arrivés à expiration.

17. Succursales

Conformément aux dispositions de l'article L. 232-1 II du Code de commerce, nous vous précisons que la Société ne possède pas de succursale.

18. Délégations de pouvoir au Président

Nous vous indiquons qu'au cours de l'exercice, aucune délégation n'a été donnée au Président en vue de procéder à une augmentation de capital.

19. Prêts entre entreprises

Nous vous informons que la Société n'a procédé à l'octroi d'aucun prêt relevant de l'article L.511-6 3bis du Code monétaire et financier.

*
* *

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément dans les conditions ci-dessus visées.



Monsieur Mohamed Abderrahouf Benslimane
Président

Annexe 1

TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE ET DU GROUPE POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	951 260	951 260	951 260	951 260	951 260
Nombre :					
- D'actions émises	95 126	95 126	95 126	95 126	95 126
- D'obligations convertibles en actions					
Opérations et résultat					
Chiffres d'affaires (H.T.)	1 134 022	902 326	447 467	869 004	879 029
Résultat avant impôts, participations, dotations aux amortissements et provisions	56 975	192 076	8 774	127 187	21 825
Impôts sur les bénéfices	7 169		-33 954	33 954	2 963
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation :					
- Avant dotations aux amortissements et provisions	49 806	192 076	42 728	93 233	18 862
- Dotations aux amortissements et provisions	49 806	192 076	42 728	86 934	7 660
Résultat distribué			430 000		
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation :					
- Avant dotations aux amortissements et provisions		2			
- Dotations aux amortissements et provisions		2			
Dividende attribué			5		
Personnel					
Effectif moyen des salariés	4	4	3	4	4
Montant de la masse salariale	636 310	402 466	326 366	443 290	528 247
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales)	246 579	158 597	131 749	177 257	200 794

Immobilisations corporelles

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage		9 958				9 958
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés						
Autres immobilisations corporelles	601 897	39 619				641 516
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	601 897	49 577				651 474
Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage		2 068				2 068
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés						
Autres immobilisations corporelles	518 012	55 079				573 091
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	518 012	57 147				575 159
Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage		7 890				7 890
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés						
Autres immobilisations corporelles	83 885		15 460			68 425
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	83 885	7 890	15 460			76 315

12. Clients et comptes rattachés, autres créances

Créances

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	25 409 252	21 816 671				47 225 923
Avances et acomptes versés sur commandes	8 128 206	935 212				9 063 418
Créances fiscales	2 431 231	659	-2 138 522			293 368
Actifs d'impôts différés	1 072 698	-656 303	-20 244		28 204	362 311
Créances sociales	21 402	13 888	-839			34 451
Autres créances	730 590	1 744	-682 567			49 767
Capital souscrit, appelé et non versé						
Valeurs brutes	37 793 379	22 111 871	-2 842 172		28 204	57 029 238
Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	94 332	395 940				490 272
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances fiscales						
Actifs d'impôts différés						
Créances sociales						
Autres créances						
Capital souscrit, appelé et non versé						
Provisions	94 332	395 940				490 272
Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	25 314 920	21 420 731				46 735 651
Avances et acomptes versés sur commandes	8 128 206	935 212				9 063 418
Créances fiscales	2 431 231	659	-2 138 522			293 368
Actifs d'impôts différés	1 072 698	-656 303	-20 244		28 204	362 311
Créances sociales	21 402	13 888	-839			34 451
Autres créances	730 590	1 744	-682 567			49 767
Capital souscrit, appelé et non versé						
Valeurs nettes	37 699 047	21 715 931	-2 842 172		28 204	56 538 966

5 STRATEGIES

Société par actions simplifiée au capital de 951 260 €

Siège social : 22/24, rue du Président WILSON

92300 LEVALLOIS PERRET

RCS 493 094 445 RCS NANTERRE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

ASSEMBLEE GENERALE DU 14 JUIN 2023



KRESTON CONSEIL
2, rue Meissonier
75017 PARIS



GCIC
15, avenue Victor Hugo
75116 PARIS

Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

KRESTON CONSEIL

2, rue Meissonier
75017 PARIS

GCIC

15, avenue Victor Hugo
75116 PARIS

5 STRATEGIES

Société par actions simplifiée au capital de 951 260 €

Siège social : 22/24, rue du Président WILSON

92300 LEVALLOIS PERRET

RCS 493 094 445 RCS NANTERRE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

ASSEMBLEE GENERALE DU 14 JUIN 2023

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société 5 STRATEGIES SAS relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

NB
Q

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Fait à Paris, le 30 mai 2023

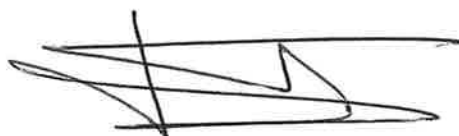
KRESTON CONSEIL

GCIC

Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris



Jean-Louis DECOUCHE



Nicolas BRULAT

5 STRATEGIES

Annexe au Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 Décembre 2022

Description détaillée des responsabilités des Commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évaluent si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, ils collectent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Ils sont responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Comptes consolidés

5 STRATEGIES

22 RUE DU PRESIDENT WILSON

92300 LEVALLOIS PERRET

Exercice clos le 31 décembre 2022

49309444500035 RCS NANTERRE



CERFRANCE SEINE NORMANDIE
Chemin de la Bretèque - CS
40584
76235 BOIS GUILLAUME
Tél. 02 35 59 64 70

ASSOCIATION DE GESTION ET DE
COMPTABILITE DE SEINE NORMANDIE
Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-
Comptables des régions Rouen-
Normandie et Paris Ile-de-France
SIREN 775 573 868 – Code APE : 6920 Z

TABLE DES MATIERES

1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DU GROUPE	4
2. PRINCIPAUX EVENEMENTS DE L'EXERCICE	5
3. ETATS DE SYNTHESE CONSOLIDE	6
1. Bilan consolidé.....	6
2. Compte de résultat consolidé	7
3. Tableau de flux de trésorerie consolidé	8
4. PRINCIPES, REGLES ET METHODES DE CONSOLIDATION	9
1. Conventions comptables générales	9
2. Date de clôture de l'exercice.....	9
3. Utilisation d'estimations.....	9
4. Changement de méthode et comparabilité des exercices.....	9
5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées.....	9
6. Variation du périmètre de consolidation	10
Liste des entités consolidées	10
7. Ecart d'acquisition.....	10
8. Règles et méthodes comptables	11
8.1. Immobilisations corporelles et incorporelles	11
8.2. Immobilisations financières.....	11
8.3. Créances clients et autres créances	11
8.4. Disponibilités	11
8.5. Impôts différés	11
8.6. Provisions pour risques et charges.....	12
8.7. Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite et autres avantages à long terme	12
8.8. Critères retenus pour identifier les produits et les charges exceptionnels	12
8.9. Application des méthodes préférentielles	12
8.10. Divers.....	12
9. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)	13

10. Immobilisations corporelles et incorporelles	14
Immobilisations incorporelles	14
Immobilisations corporelles	15
11. Immobilisations financières et titres mises en équivalence	16
Immobilisations financières	16
12. Clients et comptes rattachés, autres créances	17
Créances	17
13. Comptes de régularisation	18
Détail des comptes de régularisation.....	18
14. Variation des capitaux propres consolidés.....	19
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	19
15. Provisions	20
Provisions	20
16. Engagements de retraite et avantages similaires	22
17. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation	23
Dettes par échéance.....	23
18. Notes annexes sur les impôts différés	24
19. Chiffre d'affaires	25
Evolution des principaux agrégats consolidés.....	25
20. Autres Informations	26
20.1. Engagements hors-bilan	26
20.2. Rémunérations des commissaires aux comptes	26
20.3. Rémunération des dirigeants	26
20.4. Transactions entre parties liées	26
20.5. Intégration fiscale.....	26
20.6. Effectif	26
5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	26

1. Renseignements concernant l'activité du groupe

5 STRATEGIES a pour activité l'administration de ses filiales, ainsi que la gestion de ses titres de participations.

THALASSO N°1 exerce le métier de "tour operateur". A ce titre, elle effectue la production et la vente de séjours selon la formule du forfait intégrant le transport, l'hôtellerie et les transferts.

2. Principaux évènements de l'exercice

L'exercice présenté est d'une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022. L'exercice précédent était d'une durée identique.

La reprise de l'activité entrevue sur 2021 s'est confirmée en 2022 et sur le premier trimestre 2023.

La société a subi une perte d'activité très significative en 2020 et 2021 compte tenu des différents confinements et des mesures de restrictions de déplacements prévues par les différents pays. Les voyages dont les départs n'ont pu être effectués ont fait l'objet dans la mesure du possible d'une reprogrammation sur les exercices suivants, engendrant un niveau de produits constatés d'avances très significatif.

Concernant les acomptes perçus à la commande, la société applique le décret prévoyant un remboursement au terme du délai de 18 mois.

Pour faire face à ses besoins de trésorerie, la société a souscrit un PGE qui a commencé à être remboursé en juin 2022.

Afin de réduire les charges fixes, la société a utilisé le chômage partiel dont les impacts ont été comptabilisés en moins des charges de personnel jusqu'en février 2022.

3. Etats de synthèse consolidé

1. Bilan consolidé

Bilan Consolidé		
Actif en EUR	31/12/2022	31/12/2021
Ecart d'acquisition	263 159	438 595
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	128 474	163 783
Immobilisations corporelles	76 315	83 885
Immobilisations financières	58 975	58 704
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	263 764	306 372
Stocks et en-cours		
Créances clients et comptes rattachés	46 735 651	25 314 920
Actifs d'impôts différés	362 311	1 072 698
Autres créances	9 441 004	11 311 429
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	11 663 877	12 588 146
Actif circulant	68 202 843	50 287 193
Comptes de régularisation	10 923 609	4 646 934
Total Actif	79 653 375	55 679 094
Passif	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel	951 260	951 260
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10	10
Ecart de réévaluation		
Réserves	2 068 818	1 255 935
Résultat Groupe	3 079 273	786 729
Provisions réglementées		
Titres en auto-contrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	6 099 361	2 993 934
Intérêts minoritaires		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	822 147	397 664
Emprunts et dettes financières	6 452 551	7 023 709
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 309 244	16 926 173
Dettes fiscales et sociales	1 985 978	1 009 983
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	62 956	2 495 701
Dettes	24 810 729	27 455 566
Comptes de régularisation	47 921 138	24 831 930
Total Passif	79 653 375	55 679 094

2. Compte de résultat consolidé

Compte de résultat Consolidé

En EUR	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises		
Production vendue	190 616 417	83 542 515
Chiffre d'affaires	190 616 417	83 542 515
Subventions d'exploitation		3 151 747
Reprises sur provisions	178 380	223 756
Autres produits	449 179	84 324
Produits d'exploitation	627 559	3 459 827
Achats et variations de stocks		
Autres achats et charges externes	177 728 126	81 345 002
Impôts et taxes	254 902	129 212
Charges de personnel	7 389 896	4 263 043
Dotations aux amortissements des immobilisations	164 201	150 972
Dotations aux provisions pour risques et charges	515 024	63 251
Dotations aux provisions sur actifs circulants	395 940	94 332
Autres charges d'exploitation	275 203	29 824
Charges d'exploitation	186 723 292	86 075 636
Résultat d'exploitation	4 520 684	926 706
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	6 347	3 072
Charges financières	35 824	23 910
Résultat financier	-29 477	-20 838
Résultat courant avant impôt	4 491 207	905 868
Produits exceptionnels	3 536	14 106
Charges exceptionnelles	65 997	76 691
Résultat exceptionnel	-62 461	-62 585
Impôt sur le résultat	1 174 037	-118 882
Résultat des sociétés intégrées	3 254 709	962 165
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	175 436	175 436
Résultat d'ensemble consolidé	3 079 273	786 729
Résultat groupe	3 079 273	786 729
Résultat hors-groupe		
Résultat par action	32.37047	8.27039
Résultat dilué par action	32.37047	8.27039

3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

En EUR	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net consolidé	3 079 273	786 729
Résultat des sociétés mise en équivalence	791 113	275 047
Amortissements et provisions	709 547	-118 882
Variation des impôts différés		
Plus-values de cession, nettes d'impôt		
	4 579 933	942 894
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-4 811 452	-5 079 819
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
<i>Dont stocks</i>	-25 036 452	16 284 942
<i>Dont créances d'exploitation</i>	20 225 000	-21 364 761
<i>Dont dettes d'exploitation</i>		
<i>Dont Intra-groupe</i>		
	-231 519	-4 136 925
Flux net de trésorerie généré par l'activité		
Acquisition d'immobilisations	-123 306	-224 058
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	1 714	
Incidence des variations de périmètres		
	-121 592	-224 058
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire	28 933	23 709
Emissions d'emprunts	-600 091	
Remboursements d'emprunts		
	-571 158	23 709
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		
Incidence des variations de cours des devises		
	-924 269	-4 337 274
Variations de trésorerie		
	12 588 146	16 925 420
Trésorerie d'ouverture		
	11 663 877	12 588 146
Trésorerie de clôture		

4. Principes, règles et méthodes de consolidation

1. Conventions comptables générales

Les comptes annuels de l'exercice sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises ainsi qu'aux pratiques généralement admises en France. En particulier, la société présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le plan comptable général tel que présenté par le règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 et complétés des règlements subséquents. L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

2. Date de clôture de l'exercice

L'exercice clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent avait une durée identique. La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

3. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que les informations relatives aux actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

4. Changement de méthode et comparabilité des exercices

Les méthodes d'évaluation et de présentation utilisées n'ont pas été modifiées d'un exercice à l'autre. Par conséquent, les exercices sont comparables sans retraitement.

5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées

Les filiales sont toutes les entités (y compris, le cas échéant, les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé. Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

6. Variation du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes au 31 décembre 2022 :

Liste des entités consolidées

Périmètre : 5STRATEGIES			31/12/2022		31/12/2021	
Entités	Forme	SIRET	Méthode	%	Méthode	%
5S – 5 STRATEGIES	SAS		IG	100.00	IG	100.00
TN1 – THALASSO N°1	SAS		IG	100.00	IG	100.00

Il n'y a pas eu de variation de périmètre sur l'exercice 2022.

7. Ecart d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une entreprise, le coût d'acquisition des titres est affecté, sur la base de leur juste valeur, aux actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif, tels que les marques et les licences, est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus, les coûts ou la valeur de marché.

La différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Ecart d'acquisition » lorsqu'il est positif, au passif du bilan dans un poste spécifique lorsqu'il est négatif.

L'écart d'acquisition négatif est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition.

L'écart d'acquisition positif est amorti ou non selon sa durée d'utilisation. Ainsi l'écart d'acquisition :

- dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ; en cas d'indice de perte de valeur un test de dépréciation est effectué. Dans le Groupe, la durée d'amortissement des écarts d'acquisition amortis est comprise entre 10 et 20 ans, elle est déterminée en prenant en considération la nature spécifique de l'entreprise acquise et son caractère stratégique ;
- dont la durée d'utilisation est non limitée n'est pas amorti (c'est le cas notamment des écarts d'acquisitions représentatifs des fonds commerciaux – juridiquement protégés – non amortis dans les comptes sociaux) ; en contrepartie il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

Dépréciation

Lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive : elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est affecté au groupe d'actifs au niveau duquel il est géré et ses performances suivies, c'est-à-dire dans le cas du Groupe, au niveau des secteurs d'activité de chaque pays dans lequel le Groupe exerce ses activités.

Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'entité cédée.

8. Règles et méthodes comptables

8.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises sont valorisées à leur coût historique d'acquisition constitué des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation (frais accessoires) ;

Les immobilisations incorporelles et corporelles produites par l'entreprise sont évaluées à leur coût de production constitué des éléments suivants :

- Coût des matières consommées ;
- Charges directes de production (main d'oeuvre...) ;
- Frais généraux directement attribuables nécessaires pour préparer l'actif à être utilisé de la manière prévue ;
- Estimation des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel elles sont situées ;
- Les coûts d'emprunts relatifs à des actifs qualifiés sont comptabilisés à l'actif lorsqu'ils sont encourus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation. Les principales durées sont les suivantes :

Logiciel	3 ans
Installation générale et agencement divers	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans

Ces taux d'amortissement correspondent aux taux habituellement admis.

8.2. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La société a pris l'option de ne pas activer les frais inhérents à l'acquisition de titres de participation.

Autres immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

8.3. Créances clients et autres créances

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

8.4. Disponibilités

La rubrique « Disponibilités » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan dans les « Emprunts et dettes financières », mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

8.5. Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actifs sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

8.6. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

8.7. Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite et autres avantages à long terme

Engagements de retraite

Le seul engagement de retraite supporté par la société est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ à la retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

La société a décidé de ne pas de ne pas provisionner dans ses comptes sociaux les indemnités de fin de carrière ou pour complément de retraite de ses salariés. La charge correspondante est enregistrée au cours de l'exercice du paiement effectif de l'indemnité.

Les droits acquis au titre des indemnités de départ à la retraite (IDR) de la société sont définis par la convention collective du Tourisme, Agence et voyages.

8.8. Critères retenus pour identifier les produits et les charges exceptionnels

Ces rubriques ne sont alimentées que dans le cas où un événement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Il s'agit donc de produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montants particulièrement significatifs - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Les produits et les charges exceptionnels sont des éléments peu nombreux, bien identifiés, non récurrents, significatifs au niveau de la performance consolidée et généralement repris dans la communication financière de l'entreprise. Ces éléments sont précisément décrits dans une note annexe en montant et en nature.

Ils peuvent comprendre par exemple :

- les plus-values ou moins-values de cession - ou les dépréciations - importantes et inhabituelles d'actifs non courants, corporels ou incorporels ;
- certaines charges de restructuration : il s'agit uniquement des coûts de restructuration qui seraient de nature à perturber la lisibilité du résultat opérationnel courant, par leur caractère inhabituel et leur importance ;
- d'autres charges et produits d'exploitation tels qu'une provision relative à un litige d'une matérialité très significative.

8.9. Application des méthodes préférentielles

Le Groupe applique, le cas échéant, toutes les méthodes préférentielles énoncées selon l'ANC 2020-01 du 6 mars 2020.

8.10. Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat consolidés sont évaluées et présentées selon les normes comptables généralement admises.

9. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Détenrice	Valeur brute En K€	Amortissement en K€			Valeur nette En K€
		Début exercice	Dépréciation nette	Fin exercice	
Entreprise imputée : TN1			175	1 491	263
5S	1 754	1 316			

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de la quote-part des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition et inscrits au bilan à leur juste valeur.

L'écart d'acquisition des titres Thalasso s'élève à 1.754.366 Euros, il correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres de 1.904.383 Euros et l'évaluation de la quote-part des capitaux propres corrigés identifiés à la date du 31 décembre 2013 soit 150.017 Euros.

Il est amorti sur une période de 10 ans à partir du 27 juin 2014.

10. Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations incorporelles

En EUR

	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Valeurs brutes						
	1 754 366					1 754 366
Ecarts d'acquisition						
Frais de développement	324 134	60 000				384 134
Concessions, brevets et droits similaires						
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés	373 918	11 744				385 662
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	2 452 418	71 744				2 524 162
Immobilisations incorporelles brutes						
Amortissements et provisions						
	1 315 771	175 436				1 491 207
Ecarts d'acquisition						
Frais de développement	307 169	36 178				343 347
Concessions, brevets et droits similaires						
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés	227 100	70 875				297 975
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	1 850 040	282 489				2 132 529
Amortissements et provisions						
Valeurs nettes						
	438 595		175 436			263 159
Ecarts d'acquisition						
Marques						
Frais de développement	16 965	23 822				40 787
Concessions, brevets et droits similaires						
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés	146 818		59 131			87 687
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	602 378	23 822	234 567			391 633
Valeurs nettes						

Immobilisations corporelles

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage		9 958				9 958
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés						
Autres immobilisations corporelles	601 897	39 619				641 516
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	601 897	49 577				651 474
Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage		2 068				2 068
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés						
Autres immobilisations corporelles	518 012	55 079				573 091
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	518 012	57 147				575 159
Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage		7 890				7 890
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés						
Autres immobilisations corporelles	83 885		15 460			68 425
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	83 885	7 890	15 460			76 315

11. Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Immobilisations financières

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	58 704	1 985	1 714			58 975
Titres mis en équivalence						
Valeurs brutes	58 704	1 985	1 714			58 975
Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Titres mis en équivalence						
Provisions						
Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	58 704	1 985	1 714			58 975
Titres mis en équivalence						
Valeurs nettes	58 704	1 985	1 714			58 975

Toutes les créances immobilisées ont une échéance supérieure à un an.

12. Clients et comptes rattachés, autres créances

Créances

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	25 409 252	21 816 671				47 225 923
Avances et acomptes versés sur commandes	8 128 206	935 212				9 063 418
Créances fiscales	2 431 231	659	-2 138 522			293 368
Actifs d'impôts différés	1 072 698	-656 303	-20 244		28 204	362 311
Créances sociales	21 402	13 888	-839			34 451
Autres créances	730 590	1 744	-682 567			49 767
Capital souscrit, appelé et non versé						
Valeurs brutes	37 793 379	22 111 871	-2 842 172		28 204	57 029 238

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	94 332	395 940				490 272
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances fiscales						
Actifs d'impôts différés						
Créances sociales						
Autres créances						
Capital souscrit, appelé et non versé						
Provisions	94 332	395 940				490 272

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	25 314 920	21 420 731				46 735 651
Avances et acomptes versés sur commandes	8 128 206	935 212				9 063 418
Créances fiscales	2 431 231	659	-2 138 522			293 368
Actifs d'impôts différés	1 072 698	-656 303	-20 244		28 204	362 311
Créances sociales	21 402	13 888	-839			34 451
Autres créances	730 590	1 744	-682 567			49 767
Capital souscrit, appelé et non versé						
Valeurs nettes	37 699 047	21 715 931	-2 842 172		28 204	56 538 966

13. Comptes de régularisation

Détail des comptes de régularisation

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
COMPTES DE REGULARISATION ACTIFS		
Charges constatées d'avances sur commissions	3 322 447	1 628 657
Charges constatées d'avances sur achats de voyages	7 372 801	2 877 385
Charges constatées d'avances sur frais généraux	228 361	140 892
TOTAL	10 923 609	4 646 934
COMPTES DE REGULARISATION PASSIFS		
Produits constatés d'avance	47 921 138	24 831 932
TOTAL	47 921 138	24 831 932

Comptabilisation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé Brut des commissions et reconnu en fonction des dates de départs des voyages.

Les produits constatés d'avance correspondent donc aux voyages vendus et dont la date de départ n'est pas échue à la clôture ou dont le départ a été reporté après la date de clôture.

Comptabilisation des achats sur voyages et des commissions sur ventes

Conformément à la comptabilisation du chiffre d'affaires, les achats sur voyages ou les commissions sur ventes (commissions d'agences ou commissions sur les ventes en ligne) sont reconnues en fonction de la date de départ du voyage.

Les charges constatées d'avance sur voyages correspondent donc aux achats sur voyages vendus et dont la date de départ n'est pas échue à la clôture ou dont le départ a été reporté après la date de clôture.

14. Variation des capitaux propres consolidés

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En EUR	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	951 260	3 707 893	-2 454 159		2 204 994	
Correction des A nouveaux		2 211			2 211	
Affectation en réserves		-2 454 159	2 454 159			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N-1			786 729		786 729	
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N-1	951 260	1 255 945	786 729		2 993 934	
Correction des A nouveaux		26 154			26 154	
Affectation en réserves		786 729	-786 729			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N			3 079 273		3 079 273	
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N	951 260	2 068 828	3 079 273		6 099 361	

15. Provisions

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Réévaluations	Virement	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé								
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES								
Provisions pour acquisition de titres								
Provisions pour perte de change								
Provisions pour pensions et obligations similaires	63 547		14 864					78 411
Provisions pour restructuration								
Provisions pour risques			105 059					105 059
Provisions pour litige	293 120		331 554					624 674
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	356 667		451 477					808 144
Provisions sur frais d'établissement								
Prov. sur frais de recherche et développement								
Prov. sur conss, brevets et droits similaires								
Provisions dépréciation droit au bail								
Provisions dépréciation fond commercial								
Provisions sur autres immo. Incorporelles								
Provisions sur immobilisations incorporelles en cours								
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES								
Provisions sur terrains								
Provisions sur terrains en crédit bail								
Provisions sur constructions								
Provisions sur constructions en crédit bail								
Provisions sur immobilisations corporelles en cours								
Provisions sur autres immobilisations corporelles en cours								
PROV. SUR IMMO CORPORELLES								
Provisions sur titres de participation								
Prov. pour cess.actifs nets en cours								
Provisions sur titres mis en équivalence								
Provisions sur créances rattachées								
Provisions sur autres titres immobilisés								
Provisions sur prêts								
Provisions sur autres immobilis. financières								
PROV. SUR IMMO FINANCIERES								
Provisions sur stocks matières premières								
Provisions sur en cours de biens								
Provisions sur en cours de services								
Provisions sur stocks produits finis								
Provisions sur stocks marchandises								
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS								
Prov. sur avances et acptes versés sur cmde								
Provisions sur comptes clients	94 332		395 940					490 272
Provision dépréciation clients douteux								
Provisions sur autres créances								
Provisions charges constatées avan.								
Prov. sur valeurs mobilières de placement								
Provisions sur actions propres								
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	94 332		395 940					490 272
TOTAL GENERAL	450 999		847 417					1 298 416

Complément provisions

Détail du poste ' Autres Provisions Réglementées '

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Réévaluations	Virement	Autres mouvements	Clôture
Provisions gisements miniers, pétroliers								
Provisions pour investissement								
Provisions pour hausse des prix								
Provisions pour fluctuation des cours								
Autres amortissements dérogatoires								
Implantations étrangères avant 01/01/92								
Implantations étrangères après 01/01/92								
Provisions pour prêts d'installation								
Autres provisions réglementées								
AUTRES PROV. REGLEMENTEES								

Détail du poste ' Provisions pour Risques & Charges '

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Réévaluations	Virement	Autres mouvements	Clôture
Provisions pour litiges								
Prov. pour garanties données aux clients								
Provisions pour pertes sur marchés à terme								
Provisions pour amendes et pénalités								
Provisions pour pertes de change								
Autres provisions pour risques			105 059					
PROVISIONS POUR RISQUES			105 059					105 059
Prov. pour pensions, obligations similaires								
Provisions pour impôts								
Provisions pour renouvellement des immobilisations								
Provisions pour grosses réparations								
Prov. charges soc. fisc. sur congés à payer								
Autres provisions pour charges	293 120		331 554					
PROVISIONS POUR CHARGES	293 120		331 554					624 674

16. Engagements de retraite et avantages similaires

Les hypothèses retenues en matière d'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Convention collective : CCN....	Exercice	Ex. précédent
Augmentation annuelle des salaires	1%	1%
Taux d'actualisation	3.76 %	0.85%
Taux de rotation du personnel	Moyen sur 3 ans – 20.36 %	Moyen (C)/ Fort (NC)
Age de départ à la retraite	64 ans	65-67 ans
Initiative du départ	Salarié	Salarié
Table de mortalité	INSEE 2018	INSEE 2018
Méthode de calcul retenue	Rétrospective	Rétrospective

Compte tenu de ces éléments, la valeur actuelle probable des engagements de retraite de la société s'élève à la clôture de l'exercice à 78.411 euros. A la clôture de l'exercice précédent, elle était de 63.547 euros.

17. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Dettes par échéance

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 423 618	1 740 208	4 683 410	
Emprunts en crédit-bail				
Concours bancaires courants				
Autres dettes financières	28 933	28 933		
FOURNISSEURS				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 584 052	15 584 052		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
AUTRES DETTES				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	725 192	725 192		
Dettes fiscales	614 313	614 313		
Impôts différés passifs	14 003	14 003		
Dettes sociales	1 371 665	1 371 665		
Autres dettes	62 956	62 956		
TOTAL GENERAL	24 824 732	20 141 322	4 683 410	

18. Notes annexes sur les impôts différés

Preuve d'impôt consolidée

En EUR

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	3 079 273
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	3 079 273
Impôt réel	1 114 158
Impôt différé changement de taux au résultat ANC 2020-01	59 879
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	4 253 310
IMPOT THEORIQUE GROUPE	1 063 327
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	50 831
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	
Ecart permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	6 972
Ecart entre Variation bilancielle et Résultat	
Ecart temporaires	
Déficit exercice non activé	
Utilisation déficit antérieur	
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	
Résultat sociétés transparente fiscalement	
Autres bases	
Résultat et corrections intégration fiscale	
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	43 859
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	50 831

19. Chiffre d'affaires

Compte tenu des usages de la profession et afin de faciliter les comparaisons, les produits sont reconnus en fonction de la date de départ du voyage.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé brut des commissions d'agences.

Evolution des principaux agrégats consolidés

Agrégats consolidés	N	N-1
Chiffre d'affaires consolidé	190 616 417	83 542 515
Résultat consolidé	3 079 273	786 729
Evolution des capitaux propres - groupe	6 099 361	2 993 934
Résultat courant avant impôt	4 491 207	905 868

Le chiffre d'affaires consolidé a évolué de + 228 % soit une augmentation de 107.074.130 €

20. Autres Informations

20.1. Engagements hors-bilan

La société filiale a des engagements auprès de ses fournisseurs hôteliers et des compagnies aériennes garantissant un nombre de place minimal sur des périodes définies. Cette information sur une pratique courante dans la profession et généralisée aux principaux fournisseurs est donnée à titre complémentaire sans pouvoir être quantifiée précisément.

Ces engagements sont renégociés tous les ans et peuvent faire l'objet de fonds comptabilisés en Avances fournisseurs.

Les contrats prévoient toutefois des clauses de force majeure en cas d'événements exceptionnels qui nuiraient au déroulement normal.

20.2. Rémunérations des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice concernant la certification des comptes s'élève à 46.008 euros HT, et au titre de la mission sur la consolidation à 5.500 euros H.T.

20.3. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

20.4. Transactions entre parties liées

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

20.5. Intégration fiscale

Par décision collective en date du 30 décembre 2015, les associés ont approuvé la signature d'une convention d'intégration fiscale, selon les termes de l'article 232 A et suivants du CGI.

La société 5 STRATEGIES s'est portée société intégrante et se constitue seule redevable de l'impôt sur les sociétés pour l'ensemble du groupe constitué d'elle-même et de ses filiales détenues à plus de 95 % soit la société SAS THALASSO.

L'intégration fiscale a débuté à compter de l'ouverture de l'exercice 2016 soit le 1^{er} Janvier 2016.

20.6. Effectif

L'effectif global de 145 personnes se décompose de la manière suivante ;

- Cadres : 34
- Employés : 111

5. Evénements postérieurs à la clôture

La reprise de l'activité entrevue sur 2021 s'est confirmée en 2022 et sur le premier trimestre 2023.

La société est donc confiante sur le niveau d'activité 2023 qui pourrait être en augmentation par rapport à 2022 selon le prévisionnel effectué.

Par ailleurs, compte tenu des événements macro-économiques toujours en cours à la date d'établissement des comptes consolidés (conflit entre l'Ukraine et la Russie), le groupe est dans l'incapacité d'en évaluer exactement les conséquences précises sur les exercices à venir. Toutefois, le niveau des commandes sur l'exercice 2023 et son agilité à reprogrammer des voyages différés donnent confiance pour l'exercice 2023 et pour faire face à ses besoins de trésorerie.